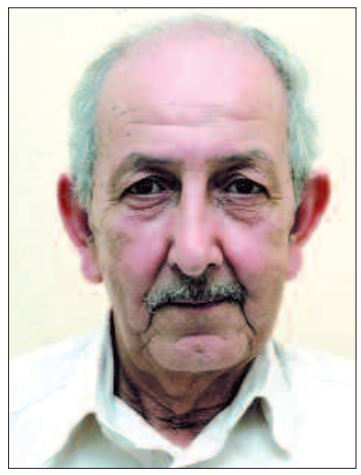
Le Soir
PANORAMA

LETTRE DE PROVINCE

Journée de la presse : la trêve des petits-fours



Par Boubakeur Hamidechi
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

Allocutions compassées destinées à mettre en exergue son rôle positif, petits-fours et table ouverte pour les recevoir, accolades souriantes et présents pour sceller la communion avec la puissance publique : la presse était la «guest star» en ce 3 mai. Entourés de tant de sollicitude à l'occasion de la célébration de leur journée, il ne manquait aux journalistes que la larme à l'œil pour exprimer leurs attendrissants remerciements.

C'est ainsi, du moins en province, que la trêve fut scellée ce jeudi entre les «fouilles m…», ces plumitifs impénitents et l'autorité officielle qui, perpétuellement, les tient en haute suspicion. Un moment d'apaisement dont on sait pourtant qu'il n'est dicté que par le contexte seulement. En tout cas, il est loin d'être un signal fort de la part du pouvoir politique au sujet duquel certains pensent à tort qu'il serait mieux disposé de nos jours à lever les contraintes sur les journaux et ouvrir à la pluralité le champ audiovisuel.

En effet, d'une année à l'autre, rien n'a indiqué qu'il désirait inscrire dans les promesses de réforme celles qui concernent la censure rampante et indirecte qu'il continue à exercer sur la liberté de la presse. Même s'il est admis que ses injonctions sont moins inquisitoires qu'elles ne l'étaient en 2004, au moment de l'incarcération de Mohamed Benchicou, néanmoins ses pressions à distance et par d'autres procédés contribuent à l'entretien du même contentieux que lui impute cette corporation. C'est que cette dernière ne s'abuse guère de ce miroir où viennent se refléter ces libertés de ton qui caractérisent certains journaux iconoclastes. Car la presse et l'Etat ne peuvent, par la nature même de leurs vocations respectives, faire bon ménage mais tout au moins exister en parallèle dans le strict respect de l'indépendance de l'écrit ou de tout autre outil de la médiation. Or, l'on sait que le pouvoir en Algérie a de tout temps interféré, voire a dicté des feuilles de route et jusqu'à imposer des lignes rouges. Etant plus ou moins sous haute surveillance, selon les besoins du régime en place, les journaux notamment doivent en permanence slalomer à travers les «desiderata» secrets afin d'éviter le pire pour leur existence. C'est que l'Algérie est parvenue à être perçue, aussi bien ici qu'hors de ses frontières, comme un pays inclassable selon les normes démocratiques. Une ambiguïté dans son identification qui complique la manière de poser la problématique des libertés. En effet, ce qu'il y a, par exemple, de «confortable» (?) dans une dictature s'assumant à ciel ouvert, ce sont les règles de soumission qu'elle édicte et impose comme des lois d'airain. A son ombre, il n'y a presque jamais de procès en sorcellerie journalistique puisque l'opinion et la chose imprimée se dissolvent dans la pensée univoque. Et si parfois cette quiétude mortifère vient à être troublée par quelques tracts coléreux, la police politique est là pour avorter dans l'œuf les prémices d'une contestation. Dans ce genre de régime, cela se passe ainsi. Autant dire que la logique du despotisme n'a nul besoin de la comédie des tribunaux.

A l'inverse de l'autoritarisme, reconnaissable à sa capacité de «normaliser» en amont, la démocratie, elle, a besoin des tribunaux pour l'arbitrage en toute indépendance entre ce qui relève de l'impératif droit d'informer et ce qui est reconnu comme appartenant à la sphère privée qui n'a pas droit d'être cité. Cependant, cette dualité, dictature-démocratie, est somme toute trop schématique. Car il peut exister une troisième catégorie de régime, lequel, sans pratiquer le corset plombé sur les libertés, n'a toutefois pas la bonne réputation que l'on attend de lui. Il serait en quelque sorte une hybridation des références classiques qu'il prétend incarner au nom de la «transition démocratique» à dose homéopathique. Et c'est précisément le cas du régime actuel qui serait l'incarnation de cette sage tutelle. Or, l'inconfort d'exister sans cette ambiguïté qui dure est de nos jours ressenti par la presse comme un fait de prince qui n'aime guère l'arbitrage clair du droit. Même si le mode opératoire commence à changer avec le nouveau code pénal et la dernière loi organique rien, cependant, n'indique que l'on s'achemine clairement vers une réelle émancipation et un saut qualitatif dans le domaine de la communication.

Les tergiversations relatives au déverrouillage des médias lourds témoignent du contraire. Après un classement peu brillant au plan international (133e), nos dirigeants peuvent-ils encore s'offrir le luxe de la dénégation ? Autrement dit, la dérive liberticide fait encore des dégâts quand bien même elle est, quelque part, atténuée par l'abolition du recours infamant aux tribunaux. Sauf que ce coup d'arrêt à l'embastillement ne peut être considéré comme une levée d'écrou réelle sur les libertés. Et c'est cet effort qui est exigé du pouvoir par les journalistes.

B. H.

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Laissons les mouches tranquilles !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com

Le régime a lancé un avertissement très ferme à ceux qui appellent au boycott des législatives :

Abstenez-vous !

Belkhadem qui annonce à une agence de presse chinoise qu'il est prêt à faire alliance avec les islamistes ! Je dois dire mon admiration ! Oui, mon admiration profonde pour ceux qui ont encore la possibilité de faire le distinguo entre l'Empastillé et les islamistes. A quoi ? Comment ? En vertu de quels critères crédibles peut-on faire la différence entre Abdelaziz 2 et les Frères Barbus ? D'ailleurs, à une ou deux exceptions – allez ! A trois exceptions près pour ne pas me fâcher avec tout le monde — à quoi peut-on déceler un candidat non islamiste dans cette élection, et sûrement dans celles qui vont suivre après ? Dans mes vieux radars non réactualisés à la norme réconciliatrice, à rien ! Je n'arrive pas avec mes binocles à différencier les postulants, leurs partis et leurs alliances et coalitions. Oh ! Je n'en tire pas de grandes conclusions. Je constate juste que mon matos est devenu obsolète, ancien et périmé. Je n'en changerais pas parce que je me sens bien tout de même avec, mon côté brocante et chineur prenant le dessus sur cette «modernité» poilue que le Palais est en train d'étendre sur tout le pays. Et par-dessus tout, j'observe halluciné des analystes tenter de discerner aujourd'hui, dans ce fatras de vide-grenier électoral, un camp démocrate qui serait opposé à un autre camp islamiste, avec au milieu arbitral, un camp nationaliste. Drôle de gymnastique qui n'a d'égale à mes yeux qu'un autre sport très hard que l'on pratique généralement avec de pauvres mouches non consentantes. Mon Dieu ! Mais l'islamisme est là, seul grand candidat à cette législative qu'il a déjà remportée ! Et Belkhadem l'a compris avant tout le monde qui se rit de nous en annonçant qu'il va faire alliance avec les barbus. Alliance avec lui-même, oui ! Cette déclaration, il l'aurait faite devant une glace, le message aurait été perçu de la même manière, et il se résume à ceci : en deux mandatures et demie, Abdekka a ressuscité les intégristes armés, mais surtout les formations à poils et à vapeur logées dans des casemates politiques agréées et les a intronisées en première force politique du pays ! L'Algérie est déjà verte ! Ne restera aux badigeonneurs en poste qu'à déterminer où sera apposé le vert foncé, où sera plaqué le vert pastel et où sera aspergé à petites doses le vert pâle. Alors, s'il vous plaît, pour le reste, tout le reste, laissons ces pauvres mouches tranquilles, les mois de perversion à venir suffiront à notre peine et à notre aveuglement. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.